

TABLE DES MATIÈRES

1

L'essor et les défis de la digitalisation des entreprises..... 7

Gabriela DE PIERPONT

maître de conférences à l'UCLouvain, chargée d'enseignement à l'Université Saint-Louis –
Bruxelles, chargée de cours à l'ICHEC

Enguerrand MARIQUE

docteur en droit, chargé de cours à l'Université de Radboud attaché aux plans de secteur sur
la digitalisation et sur la résolution des litiges (Pays-Bas), à l'UCLouvain et
à l'Université Saint-Louis – Bruxelles

Introduction..... 8

Section 1

Les entreprises et le digital : contexte européen..... 8

A. 1990-2000 : un intérêt très limité..... 9

B. 2000-2010 : une prise de conscience..... 10

C. 2010-2020 : une priorité..... 12

D. 2020-2030 : un mode de fonctionnement incontournable..... 16

Section 2

Enjeux de la digitalisation et objectifs de l'ouvrage..... 17

Section 3

Synthèse des contributions..... 18

Conclusion..... 20

2

La digitalisation des pratiques économiques 21

2.1

L'entreprise face au numérique : quelques réflexions sur les enjeux du télétravail 23

Mikaël GLORIEUX

avocat au barreau de Charleroi

Marina ANGELINI

avocate au barreau de Charleroi

Introduction 24

Section 1

Cadre juridique du télétravail 27

A. Introduction 27

B. Le télétravail organisé de manière régulière 28

1. Impulsion européenne 28
2. Législation applicable en Belgique 28
3. Portée, objet, définition et champ d'application de la C.C.T. n° 85 30
4. Le caractère volontaire comme caractéristique première et essentielle du télétravail 31
5. Convention écrite 31
6. Conditions de travail 33
7. Organisation du télétravail 33
8. Équipement, pannes et obligations du télétravailleur 33
9. Protection des données 34
10. Santé et sécurité 34
11. Formation et possibilité de carrière 35
12. Droits collectifs 35

C. Le télétravail occasionnel 36

1. Définition et conditions de travail 36
2. Circonstances dans lesquelles le télétravail occasionnel peut être exercé 37
3. Procédure et formalités 37
4. Cadre organisationnel 38

D. La C.C.T. n° 149 concernant le télétravail recommandé ou rendu obligatoire en raison de la crise du coronavirus	38
1. Champ d'application.....	39
2. Procédure.....	39
3. Principes et cadre de référence.....	40
4. Politique du bien-être au travail liée spécifiquement au télétravail.....	41
Section 2	
Enjeux du télétravail	42
A. Introduction	42
B. Enjeux globaux ou sociétaux	43
1. La mesure de confinement consistant à rendre le télétravail obligatoire est-elle annonciatrice d'une nouvelle ère du télétravail?.....	43
2. Les enjeux sociétaux « classiques » du recours au télétravail.....	52
C. Enjeux internes à l'entreprise en droit social : les limites du télétravail et le droit à la déconnexion	53
1. Les limites du télétravail.....	53
2. L'ère nouvelle du travail passe-t-elle par la consécration d'un droit à la déconnexion des travailleurs?.....	57
Conclusion	62

2.2

La digitalisation des procédures d'insolvabilité..... 65

Florence GEORGE

chargée de cours à l'UNamur, avocate au barreau de Liège-Huy

Julie MONT

assistante à l'UNamur, avocate au barreau de Namur

Jean-Benoît HUBIN

juge au tribunal de l'entreprise francophone de Bruxelles, collaborateur scientifique à l'UNamur (NADI) et à l'U.L.B. (Jurislab)

Introduction..... 66

Section 1

Présentation des principales applications développées..... 74

A. Applications spécifiques aux procédures d'insolvabilité	74
1. Le Registre Central de la Solvabilité (« RegSol »).....	74
2. Le registre central des clignotants économiques.....	82

B. Applications générales mobilisées dans certaines procédures d'insolvabilité	87
1. Le registre des gages	87
2. Le fichier central des avis de saisies.....	96
3. Biddit	105
4. e-Deposit	110
5. La tenue des audiences par vidéoconférence.....	115
C. Initiatives en cours : la banque de données des jugements et arrêts	118
1. Genèse	118
2. Fonctionnement	119
3. Critiques	120
Section 2	
Questions transversales issues de la digitalisation des procédures d'insolvabilité	121
A. Les enjeux en matière de protection des données à caractère personnel ...	121
1. Rappels des principes cardinaux issus du R.G.P.D.....	122
2. Applications à quelques plateformes	126
B. L'utilisation de l'intelligence artificielle	130
Conclusion	134

2.3

La digitalisation en droit des sociétés : retour sur quelques développements récents.....

Thomas FLAMENT

assistant à l'UCLouvain, avocat aux barreaux de Bruxelles et de New York

Introduction	138
Section 1	
Le fonctionnement « digital » des organes	139
A. L'assemblée générale	139
1. Les nouveautés de la loi du 20 décembre 2020 – Modifications de l'article 7:137 du Code des sociétés et des associations	139
2. Autres méthodes de participation et de tenue « digitales » de l'assemblée générale...	147
B. L'organe d'administration	148

Section 2
Constitution en ligne de sociétés – La loi du 12 juillet 2021 150

Section 3
Documents sociétaires – Signature électronique 151

3

**Les nouvelles technologies
dans le patrimoine des entreprises** 155

3.1

**L’action en réparation collective en matière
de données personnelles après trois années
d’application du R.G.P.D.** 157

Grégory RENIER

collaborateur scientifique au Centre de droit privé de l’UCLouvain

Introduction 158

Section 1
La représentation et la réparation collective dans le R.G.P.D. 161

Section 2
**La solution consacrée en droit belge : l’action en réparation
collective** 162

A. **Champ d’application de l’action en réparation collective** 162

B. **La représentation en matière de données personnelles** 164

C. **Présentation de la procédure** 165

Section 3
**Domaines d’application et rôle des autorités de contrôle
à travers l’illustration de décisions récentes** 166

A. **Dispositions spécifiques en matière de protection des données** 167

1. Le R.G.P.D. et la directive 2002/58/CE « vie privée » 167

2. Les autres dispositions spécifiques : l’exemple en matière de crédit
aux consommateurs 168

3. Les codes de conduite 168

B. Dispositions générales ou transversales applicables en matière de protection des données	169
1. Les pratiques commerciales déloyales.....	169
2. Les clauses abusives.....	171
3. Les pratiques anticoncurrentielles : le cas <i>Bundeskartellamt c. Facebook</i>	172
Section 4	
Adoption de la directive 2020/1828 sur les actions représentatives : à quoi faut-il s'attendre ?	174
Conclusion	176

3.2

The EU Cybersecurity Challenge: An Essential Puzzle Piece of the Datasphere..... 179

Diletta DE CICCIO

lawyer at the Lecce (Italy) and Brussels (E list) Bars, co-chair of the Brussels chapter of the IAPP KnowledgeNet, member of the IAPP Diversity in Privacy Board, founding member of DRAILS, *collaboratrice scientifique* at UCLouvain (CRIDES)

Charles-Albert HELLEPUTTE

lawyer at the Brussels Bar, lecturer at UCLouvain, founding member of DRAILS, member of the IAPP EU advisory board

Introduction	181
---------------------------	-----

Section 1

What Game Are You In?	181
------------------------------------	-----

A. With Digitization Comes Cyber Threat Proliferation	181
B. A Fragmented EU Cybersecurity Policy	185
1. NIS Directive.....	185
2. GDPR.....	186
3. Cybersecurity Act.....	186
4. And... More.....	186
C. EU Cyber Diplomacy: The EU Cyber Sanction Regime (and its Side Effects on Victims of Cybercrimes)	187

Section 2

Travelling the Datasphere	189
--	-----

A. Core of the Datasphere	189
--	-----

1. Data Centers and Cloud Providers – Subject to the NIS Directives.....	190
2. EU Cybersecurity and Data Protection Institutions Working on Cloud Cybersecurity	192
B. The Edge of the Datasphere.....	195
1. Ensuring Key Sectors Cybersecurity	196
2. Cybersecurity for All.....	201
C. Endpoint of the Datasphere.....	205
1. Cybersecurity Rules for Digital Devices: The EU Certification of ICT	205
2. EU Product Safety Frameworks for Digital Devices	207
Conclusion.....	209

3.3

La digitalisation du secteur bancaire : analyse du projet de règlement européen en matière d’intelligence artificielle	211
---	------------

Pauline BÉGASSE DE DHAEM
maître de conférences invitée à l’UCLouvain

Denis PHILIPPE
avocat au barreau de Bruxelles, professeur à l’UCLouvain,
professeur invité à l’Université Paris X

Introduction.....	213
A. Concepts et définitions.....	214
B. La réglementation (européenne) de la finance digitale.....	217
C. La proposition de règlement de la Commission concernant l’intelligence artificielle.....	220

Section 1

Concepts, <i>ratio legis</i> et base légale	221
A. <i>Big Data</i>, intelligence artificielle et apprentissage machine : tentative de définition.....	221
1. <i>Le Big Data</i>	221
2. L’intelligence artificielle et l’apprentissage machine.....	222
3. Les interactions entre ces concepts.....	223
B. La <i>ratio legis</i>	224
C. La base légale.....	225

Section 2	
Champ d'application	226
A. <i>Ratione materiae</i>	226
B. <i>Ratione personae</i>	226
C. <i>Ratione loci</i>	227
Section 3	
Systèmes et pratiques en matière d'IA impactés par le règlement	228
A. Les IA à risques inacceptables	228
B. Les IA à haut risque	228
C. Les IA à risques limités/risques de transparence	232
D. Les IA à risques mais minimales	234
Section 4	
Quelles exigences pour les systèmes d'IA ?	234
A. Exigences pour les systèmes d'IA	234
1. Système d'IA à haut risque	234
2. Obligations de transparences pour certains systèmes d'IA	237
3. Codes de conduite	237
B. Exigences pour les systèmes d'IA à haut risque suivant le type d'opérateur	237
Section 5	
Contrôle et sanctions ?	239
A. Contrôle par les autorités publiques	239
B. Sanctions	239
Section 6	
Entrée en vigueur et suivi	240
Section 7	
Cohérence avec d'autres politiques et normes européennes	240
A. La protection des données	240
B. Les pratiques de commerce	241
C. Propriété intellectuelle et protection des secrets d'affaires	241
Conclusion	241